1998

Aveux Incités par les Officiers Chargés de L'Application de la Loi, L'Expérience des Etats-Unis

Paul Marcus

William & Mary Law School, pxmarc@wm.edu

Repository Citation

Marcus, Paul, "Aveux Incités par les Officiers Chargés de L'Application de la Loi, L'Expérience des Etats-Unis" (1998). *Faculty Publications*. 1648.

<https://scholarship.law.wm.edu/facpubs/1648>

AVEUX INCITÉS PAR LES OFFICIERS CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI, L'EXPÉRIENCE DES ÉTATS-UNIS

P. MARCUS*

Les aveux constituent une part importante de la capacité du Gouvernement à poursuivre les crimes avec succès aux Etats-Unis. Comme de nombreux aspects de la justice criminelle, les règles concernant la recevabilité des aveux ne sont cependant ni précises ni tout à fait prévisibles. Aux Etats-Unis, les tribunaux doivent déterminer si la preuve particulière peut être admise en étudiant les conflits d'intérêts entre l'application efficace de la loi et la protection des libertés individuelles.

La possibilité d'une pratique particulière d'application de la loi est jugée en mesurant son action en faveur de l'intérêt individuel par rapport à la défense de l'intérêt légitime du gouvernement¹.

Le problème de l'application de cette balance d'intérêts est d'importance capitale aux Etats-Unis. Ici, nous observons tant un taux de criminalité élevé qu'une garantie des libertés individuelles écrite dans le *Bill of Rights*, c'est-à-dire dans les huit premiers articles complémentaires (amendements) à la Constitution fédérale. Ce procédé de balance peut être observé dans une multitude de domaines, en ce compris les dispositions concernant les perquisitions et les saisies du Quatrième Amendement, le droit d'être confronté avec les témoins à charge du Sixième Amendement. Cependant, dans aucun domaine du système juridique criminel, le procédé de balance n'est plus important et plus difficile que lorsqu'il s'agit de déterminer la recevabilité d'aveux ou autres déclarations incriminantes.

Dans cet essai, j'explorerai les différentes sortes de restrictions imposées par la Constitution aux officiers chargés de l'application des lois fédérales et étatiques en arrachant des aveux. Les cas dans lesquels les encouragements – promesses ou menaces – sont donnés par des officiers sont particulièrement significatifs. Cette question touche trois dispositions constitutionnelles connexes mais distinctes. Le premier est le droit du Cinquième Amendement de ne pas témoigner contre soi-même, que l'on peut très aisément trouver dans la décision bien connue de la Cour Suprême des Etats-Unis *Miranda vs. Arizona*. Le second concerne la garantie du droit à un avocat dans toute poursuite criminelle en vertu du droit à l'assistance d'un conseil du Sixième Amendement. Le troisième est basé sur des considérations trouvant leur origine dans la clause concernant le procès loyal, inscrite dans la Constitution des Etats-Unis.

I. Le privilège de ne pas témoigner contre soi-même

Le Cinquième Amendement à la Constitution des Etats-Unis, obligatoire tant dans les procès devant les juridictions fédérales que dans les procès devant les juridictions d'Etat,

* Haynes, College of William and Mary, Williamsburg, Virginie (Etats-Unis).

¹ Delaware vs. Prouse, 440 U.S. 648, 653 (1979).

stipule notamment que personne *ne sera obligé de témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle*. Cette protection a été transformée en loi dès l'origine par les fondateurs de la Constitution américaine². Certains se sont demandés si le droit de ne pas témoigner contre soi-même s'applique au témoignage imposé au cours du procès lui-même³. L'affaire *Miranda vs. Arizona*⁴, qui a une influence importante, décida que ce droit couvrait les promesses faites par des officiers responsables de l'application des lois bien avant tout procès ou même toute matière précontentieuse impliquant le pouvoir judiciaire. De plus, la Cour Suprême a décidé que l'on pouvait considérer qu'une déclaration individuelle violait le droit de ne pas témoigner contre soi-même même si cela n'avait pas été involontaire en termes traditionnels⁵.

En raison de risques d'actions coercitives par les officiers responsables de l'application des lois au cours de l'interrogatoire, le jugement de l'affaire *Miranda* a énoncé les règles de base à suivre dans toutes les poursuites criminelles impliquant des aveux. La Cour a décidé que si l'accusé était en prison et était interrogé par les officiers responsables de l'application des lois, les aveux qui en résulteraient ne pourraient être utilisés au procès que si l'accusé avait été averti tant de son droit de garder le silence que du droit d'avoir un avocat présent lors de l'interrogatoire⁶. La Cour n'a pas établi le droit de recevoir cet avertissement comme une règle générale mais a seulement lié la déclaration au fait de donner un avertissement⁷. Cette attitude était encore révolutionnaire, requérant des avertissements affirmatifs par la police pendant l'interrogatoire. Cela résultait des grandes inquiétudes concernant la possibilité pour un individu de parler librement et de son plein gré en réponse à un interrogatoire.

La pratique actuelle d'interrogatoire au secret est en contradiction avec l'un des principes les plus chers de notre Nation – qu'un individu ne peut pas être obligé de témoigner contre lui-même. A moins que des conseils adéquats ne soient donnés pour écarter toute obligation inhérente à l'environnement pénitentiaire, aucun aveu obtenu d'un accusé ne peut véritablement être le produit de son libre choix⁸.

Miranda n'a certainement pas résolu tous les problèmes inhérents aux aveux résultant des interrogatoires par les officiers responsables de l'application des lois. Nous observons encore certaines ambiguïtés en ce qui concerne les définitions de prison et interrogatoire, la question de savoir si le fruit des aveux⁹ serait recevable comme preuve même si les aveux

² L'affaire principale pour discuter des origines du droit à ne pas témoigner contre soi-même est celle qui a appliqué – incorporé – la doctrine fédérale aux poursuites criminelles, *Malloy vs. Hogan*, 378 U.S. 1 (1964).

³ Un défendeur important de l'application restreinte de ce droit était le Juge de la Cour Suprême John Marshall Harlan, opinion dissidente tant dans l'affaire *Malloy vs. Hogan*, *supra*, que dans l'affaire *Miranda vs. Arizona*, *infra*.

⁴ 384 U.S. 436 (1966).

⁵ *Id.* at 457.

⁶ Avant tout interrogatoire, la personne doit être avertie qu'elle a le droit de se taire, que tout ce qu'elle dira pourra être retenu contre elle et qu'elle a droit à la présence d'un avocat que ce soit choisi ou commis d'office. *Id.* at 444.

⁷ Ceci ne signifie pas, comme certains l'ont suggéré, que chaque poste de police doit posséder un « station house lawyer » présent en tout temps pour conseiller les prisonniers. Cela signifie cependant que si la police propose d'interroger une personne, ils doivent lui faire savoir qu'elle a droit à un avocat et que si elle ne peut en payer un, un avocat lui sera fourni avant tout interrogatoire. Si les autorités décident qu'elles ne fourniront pas un conseil dans un délai raisonnable pendant lequel l'enquête sur le terrain est réalisée, elles peuvent s'abstenir de le faire sans violer le droit de cette personne résultant du Cinquième Amendement aussi longtemps qu'elles ne l'interrogeront pas pendant ce délai. *Id.* at 474.

⁸ *Id.* at 457-58.

⁹ Le terme « fruit des aveux » renvoie aux articles de la preuve tangible qui est trouvée en raison des remarques de l'accusé. Par exemple, si les aveux de l'accusé sont irrecevables mais qu'ils permettent à la police de

eux-mêmes étaient irrecevables, et les arrêts concernant la renonciation spontanée et en connaissance de cause des droits de la défense¹⁰. Cependant, *Miranda* est extrêmement utile comme première étape de l'analyse pour déterminer la recevabilité des aveux qui sont provoqués par un acte quelconque d'un représentant de la loi. Plus simplement, nous dirons que toute affirmation de la défense faite pendant la durée de la détention lors d'un interrogatoire ne peut être utilisée avec succès comme preuve de l'accusation à moins que des avertissements aient été donnés. Cependant, l'analyse *Miranda* ne règle que partiellement tous les problèmes exposés ici. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le nombre de matières connexes impliquant l'intervention de l'avocat et les limites spécifiques du fonctionnement de l'application des lois.

II. Droit à un avocat

Le Sixième Amendement à la Constitution des Etats-Unis a entraîné un procès retentissant à propos de son application aux affaires criminelles. Ses termes sont néanmoins assez pauvres, offrant peu d'aide pour déterminer l'application du principe de base. Il stipule simplement que dans les poursuites criminelles, *l'accusé sera assisté d'un conseil pour sa défense*. Cette courte disposition a été interprétée par la Cour Suprême des Etats-Unis pour l'appliquer dans pratiquement toutes les poursuites criminelles¹¹ que ce soit devant les juridictions fédérales ou des Etats, et ce même si l'accusé ne pouvait pas payer un avocat¹². Le Sixième Amendement s'applique aussi aux autres phases que le procès lui-même. Par exemple, il a été considéré pertinent tant pour les procédures avant procès telles que les identifications par des témoins visuels¹³ et les interrogatoires avant procès¹⁴ que pour les matières après procès telles que le prononcé¹⁵ et les appels de droit¹⁶.

Le Sixième Amendement s'applique tout particulièrement aux aveux. Si l'accusé a été inculpé, toutes les déclarations faites en réponse à l'interrogatoire seront exclues du procès si le conseil n'est pas présent ou s'il y a renoncé en connaissance de cause¹⁷. De même, les aveux faits par un accusé qui n'a pas été inculpé seront exclus du procès dans lequel le défendeur, un des suspects principaux, a été emprisonné, interrogé, et s'est vu refuser l'op-

découvrir des stupéfiants qui n'auraient pas été trouvés autrement, la question est de savoir si les stupéfiants seront admis comme preuve au procès. La matière n'a pas encore été complètement résolue par la Cour Suprême des Etats-Unis.

¹⁰ Voir Marcus, *A Return to the «Bright Line Rule» of Miranda*, 35 William & Mary Law Rev. 93 (1993).

¹¹ Dans l'affaire *Scott vs. Illinois*, 440 U.S. 367 (1979) la Cour a décidé qu'un juge ne peut condamner l'accusé à aucun délai d'emprisonnement à moins qu'un conseil ne lui ait été fourni. Dans des affaires dans lesquelles il n'y avait pas d'ordre d'emprisonnement, le Sixième Amendement ne s'appliquerait pas nécessairement.

¹² *Gideon vs. Wainwright*, 372 U.S. 335 (1963).

¹³ Pour que le droit à un conseil soit applicable à de telles phases, l'accusé doit être personnellement confronté et la procédure doit avoir lieu après une inculpation. Voir, *United States vs. Ash*, 413 U.S. 300 (1973); *Kirby vs. Illinois*, 406 U.S. 682 (1972).

¹⁴ *Coleman vs. Alabama*, 399 U.S. 1 (1970).

¹⁵ *Mempa vs. Rhay*, 389 U.S. 128 (1967).

¹⁶ *Ross vs. Moffitt*, 417 U.S. 600 (1974).

¹⁷ Dans l'affaire *Massiah vs. United States*, 377 U.S. 201 (1964), l'accusé avait été inculpé mais avait été libéré; plus tard, un agent en civil engagea la conversation avec lui et il fit des déclarations l'incriminant. La cour ne permettait pas que ces déclarations soient recevables comme preuves même si la partie défenderesse n'était pas au poste de police et que l'accusé ne pensait pas que la personne engageant la conversation avec lui était un agent de police.

portunité de consulter un avocat¹⁸. De plus, dès que le droit à un avocat aura été signifié, il sera difficile pour le gouvernement d'argumenter que les déclarations faites devraient être recevables puisque l'accusé a renoncé au droit à la présence d'un avocat pendant l'interrogatoire. Par exemple, dans une affaire importante, l'accusé a été interrogé sans que son avocat soit présent après que le gouvernement ait promis de ne pas l'interroger du tout. Bien que les interrogateurs de la police l'eussent averti de ses droits de garder le silence et d'avoir un avocat au moins cinq fois, la Cour Suprême considéra que sa renonciation n'était pas spontanée¹⁹. En effet, même les efforts de l'avocat général pour parler avec un accusé qui a un avocat peuvent soulever des questions déontologiques sérieuses²⁰.

Le droit à un conseil accordé par le Sixième Amendement peut être très utile pour permettre aux avocats et aux juges d'évaluer la recevabilité des aveux. Mais cette disposition, même prise avec le droit de ne pas témoigner contre soi-même contenu dans le Cinquième Amendement, a une portée limitée. Il ne répond pas aux questions qui se posent fréquemment lorsque l'accusé a été averti de ses droits appropriés et qu'il semble renoncer à ces droits spontanément et en connaissance de cause. Dans de telles situations, d'autres facteurs importants sont pris en considération par les juridictions aux Etats-Unis.

III. Limitations aux mesures coercitives légales

Les limites au droit de ne pas témoigner contre soi-même et au droit à un conseil discutées ci-dessus sont très importantes. Cependant, bien qu'il y ait des incertitudes à propos de leurs applications celles-ci sont cependant généralement vouées à être relativement sans détour. Si des officiers donnent les avertissements *Miranda*, les aveux sont généralement recevables; si un conseil est fourni ou si l'accusé y a renoncé en toute connaissance de cause, la limite du Sixième Amendement est normalement éliminée.

Le problème le plus difficile en la matière surgit lorsque l'accusé a reçu les avertissements en vertu de *Miranda* et qu'il décide de son plein gré de parler sans l'assistance d'un conseil. Dans cette hypothèse, certains s'inquiètent à propos des limites imposées aux officiers du gouvernement à encourager le défendeur à témoigner contre lui-même.

Certaines restrictions imposées sont évidentes; elles ont rapport avec des situations extrêmes surgissant en vertu de la clause du procès loyal du Cinquième et du Quatorzième Amendement. Les officiers responsables de l'application des lois ne peuvent pas assaillir le suspect afin d'obtenir une réponse²¹, ni le menacer à cette fin²². De plus, ils ne peuvent pas

¹⁸ Escobedo vs. Illinois, 378 U.S. 478 (1964).

¹⁹ Brewer vs. Williams, 430 U.S. 387 (1977).

²⁰ Le Modèle des Règles de Déontologie de l'Ordre du Barreau Américain, 4.2, stipule:

En représentant un client, un avocat ne parlera pas du sujet de la représentation avec une partie qu'il sait être représentée par un autre avocat dans l'affaire, à moins qu'il n'ait le consentement de l'autre avocat ou ne soit autorisé par la loi d'agir de la sorte.

Certains juges sont allés plus loin que la question déontologique. Ils ont considéré, comme une matière relevant du droit des Etats, que la déclaration ne peut pas être recevable si l'avocat de l'accusé n'était pas avisé par le gouvernement des tentatives d'interrogatoire. Voir, Minnesota vs. Lefthand, 488 NW 2nd 799, 802 (1992). *Les déclarations obtenues sans avertissement ou la présence du conseil sont sujets à exclusion du procès.*

²¹ L'affaire la plus célèbre est Brown vs. Mississippi, 297 U.S. 278 (1936) dans laquelle le défendeur avoua après avoir été attrapé par des officiers, attaché à un arbre et fouetté.

²² Dans l'affaire Beecher vs. Alabama, 389 U.S. 35 (1967) la Cour Suprême a écarté les aveux lorsque l'enregistrement indiqua qu'un officier de police, en enquêtant un crime, mit un revolver chargé sur la tempe du suspect et lui dit que s'il ne parlait pas, il serait tué.

priver l'accusé du minimum de nourriture et d'aménagement adéquats afin d'obtenir ses aveux²³. Dans la partie suivante de cet essai, je m'attacherai cependant à un sujet beaucoup moins évident, la transmission de communications inacceptables au suspect.

1. Subterfuges par les Officiers chargés de l'Application des Lois

Aux Etats-Unis, les juridictions ont en général été souples en permettant aux officiers de police de mentir aux suspects afin de provoquer des aveux. Par exemple, si le subterfuge a simplement recours à la force de la position du gouvernement ou si une preuve particulière existe contre l'accusé, de nombreux juges semblent être d'accord de considérer les aveux en résultant comme recevables. Le principe en est que c'est la décision propre de l'accusé de faire confiance, à tort, aux assertions factuelles des officiers de l'application des lois. On en tire des exemples dans des affaires impliquant des subterfuges à propos de l'existence d'aveux d'un coaccusé²⁴, le fait de trouver les empreintes digitales du défendeur sur le lieu du crime²⁵, ou le faux rapport d'une identification par un témoin visuel²⁶.

Cependant, la plupart des juridictions ne semblent pas d'accord d'approuver un mensonge qui décrit la façon dont l'accusé sera traité dans le système juridique criminel. Dans ce cas, le faux pourrait être considéré comme coercitif en soi, donc obviant à la nécessité d'une analyse complète des circonstances de la spontanéité des aveux²⁷. La distinction est cruciale, étant donné que dans ce dernier cas, de nombreux juges considèrent les faux concernant l'intégrité du système tels que la déclaration de l'accusé ne peut pas être considérée plus longtemps comme acceptable ou fiable. Les juridictions pourraient décider que le suspect a pris en considération à tort les affirmations qui lui étaient faites concernant le procès criminel de base lui-même²⁸.

2. Promesses faites au Suspect

Dans le système juridictionnel américain on fait souvent une distinction insolite à l'égard des promesses d'avantages faites au suspect en échange de sa coopération. Cela signifie que les juridictions encouragent régulièrement les transactions accusation-défense dans lesquelles le défendeur plaide coupable et abandonne la cause en échange d'un traitement plus clément. Ce procédé a été régulièrement confirmé par la Cour Suprême des Etats-Unis et est largement utilisé à travers tout le pays²⁹. En effet, dans une telle situation de transaction accusation-défense, l'accusé a le droit de croire aux assurances des hommes de loi et d'être sûr que leur promesse (moins de charges ou sentence plus légère) sera

²³ Voir par ex. *Brooks vs. Floride*, 389 U.S. 413 (1967) dans laquelle le défendeur avait été confiné dans une très petite pièce pendant trente cinq jours, la pièce présentait de pauvres conditions d'hygiène, et il recevait une quantité insuffisante de nourriture chaque jour. Jugé, les aveux en résultant étaient involontaires.

²⁴ *Sandifer vs. Alabama*, 517 So.2d 646 (1987).

²⁵ *Ledbetter vs. Edwards*, 35 F.3d 1062 (6^e Cir. 1994), *certiorari rejeté* 115 S. Ct 2584 (1995).

²⁶ *Holland vs. McGinnis*, 963 F.2d 1044 (7^e Cir. 1992), *certiorari rejeté* 506 U.S. 1082 (1993).

²⁷ *Hawai'i vs. Kelekolio*, 849 P.2d 58, 61 (1993).

²⁸ Dans l'affaire *Kelekolio*, la Cour Suprême de Hawai'i formula les principes en la matière en faisant la distinction entre ce que cela caractérisait comme faux intrinsèques (la force de la preuve, la présence d'un témoin) et les faux extrinsèques (promesse d'un traitement favorable, subterfuges concernant le procès). *Id.*

²⁹ *Santobello vs. New York*, 404 U.S. 257 (1971).

tendue³⁰. Si la « négociation » entre le suspect et les officiers de l'application des lois n'aboutit pas à une transaction, les juridictions sont cependant peu disposées à admettre comme preuve au procès les aveux de l'accusé faits en réponse aux promesses des hommes de loi.

Nous avons condamné à plusieurs reprises la pratique selon laquelle les interrogateurs responsables de l'application des lois, ou des tiers alliés, donnent au suspect l'impression, fut-elle mince, que sa coopération pourrait lui être bénéfique³¹.

Ce principe peut être suivi même quand les officiers ont l'autorité d'engager de telles négociations ou lorsque les promesses d'immunité ou de clémence pourraient être tenues de manière générale³². Le problème est que dans de telles circonstances, les juridictions pourraient ne pas être convaincues du fait que les aveux provoqués qui en résultent (contestés par la suite par l'accusé) sont spontanés, le test traditionnel de recevabilité devant les juridictions américaines en vertu de la clause du procès loyal³³.

Il y a eu un temps aux Etats-Unis où une telle promesse de clémence qui provoquait une reconnaissance de culpabilité – sans faire partie de la transaction accusation-défense – violait nécessairement la constitution fédérale³⁴. Pendant que certains Etats continuent à adhérer à cette règle en vertu de leur propre constitution, La Cour Suprême des Etats-Unis considère maintenant qu'une promesse de clémence est un facteur important, mais pas le seul facteur à peser pour déterminer si des aveux ont été faits volontairement³⁵.

Le problème le plus immédiat dans ce domaine concerne les promesses que les officiers de l'application des lois ne sont pas autorisés à faire ou qu'ils ne tiennent pas. On a dit que les promesses faites par les officiers de l'application des lois comme moyen pour provoquer les aveux sont fréquentes aux Etats-Unis³⁶. L'affaire la plus remarquable³⁷ impliquait une promesse implicite; les officiers avisèrent l'accusé que s'il ne coopérait pas, il pourrait être condamné à dix ans de prison et que ses enfants mineurs pourraient lui être retirés³⁸. La Cour trouva évident que des aveux faits dans de telles circonstances devaient être considérés non comme spontanés mais comme forcés³⁹.

La question, dans chaque affaire, est de savoir si la volonté de l'accusé existait au moment des aveux. Dans les situations où le gouvernement ne tient pas sa promesse, ou dans le cas d'une promesse ou d'une menace relative à un fait matériel pour laquelle le gouvernement ne disposait pas véritablement de l'autorité nécessaire, les juridictions ont été logiques en rejetant les aveux en résultant comme n'étant pas faits volontairement⁴⁰. Aux

³⁰ *Id.* at 262. Voir en général, *United States vs. Van Thournout*, 100F. 3d 590, 593 (8^e Cir. 1996).

³¹ *Abram vs. Mississippi*, 606 So.2d 1015, 1031 (1992).

³² *McLeod vs. Alabama*, – So.2d – (1996); *Oregon vs. Pollard*, 888 P.2d 1054, 1058 (1995). Tous les juges ne sont pas d'accord avec cette décision. Voir par ex., la déclaration selon laquelle *un échange de clémence contre des informations, une chose banale dans le système juridique criminel, est une bonne chose*. *United States vs. Long*, 852 F.2d 975, 980 (7^e Cir. 1988) (Easterbrook J., opinion concurrente).

³³ Le test ultime reste le seul qui ait été clairement établi depuis deux cents ans devant les juridictions anglo-américaines: le test de spontanéité. Les aveux sont-ils le produit d'un choix essentiellement libre et non contraint par celui qui les fait? *Culombe vs. Connecticut*, 367 U.S. 568, 602 (1961).

³⁴ *Bram vs. United States*, 168 U.S. 532 (1897).

³⁵ *Arizona vs. Fulminante*, 499 U.S. 279, 285-86 (1991).

³⁶ *Welsh White, Confessions Induced By Broken Government Promises*, 43 *Duke Law Journal* 947, 955 (1994).

³⁷ *Lynnum vs. United States*, 372 U.S. 528 (1963).

³⁸ *Id.* at 530.

³⁹ *Id.* at 534.

⁴⁰ Voir par ex. *Withrow vs. Williams*, 507 U.S. 680 (1993) [la promesse des officiers au suspect que leur seul souci était de connaître l'identité de la personne qui avait réellement tiré], (des décisions de tribunaux de première instance – mais pas celles de la Cour Suprême des Etats-Unis – ont traité de cette question. Voir

Etats-Unis, peu de juges, avocats ou auteurs ne seraient pas d'accord avec l'opinion *que des aveux provoqués par une promesse du gouvernement non tenue ou illusoire seraient constitutionnellement irrecevables*⁴¹.

Les problèmes principaux concernant de telles promesses ou menaces, dépendent cependant d'une preuve. Un accusé peut affirmer erronément qu'une telle promesse ou menace lui a été faite. Le langage des officiers interrogateurs peut aussi être ambigu. L'importance d'un commentaire ou d'une question particulière peut elle-même ne pas être claire. De telles matières conduiront à des décisions au cas par cas par les juges du procès en vertu de la clause du procès loyal de la Constitution des Etats-Unis. Ces analyses au cas par cas étaient précisément tellement insatisfaisantes que cela a amené la Cour Suprême à placer sa confiance en une mission d'enquête précise dans un mouvement vers l'établissement des principes discutés ci-dessus dans *Miranda vs. Arizona*.

* * *

Dans le système juridique criminel des Etats-Unis, la déclaration de l'accusé lui-même est souvent utilisée comme base de la preuve au procès. Le problème ici concerne les procédures en rapport avec le fait de faire de tels aveux. En particulier, on doit donner à l'accusé un avertissement de son droit de garder le silence et de son droit à un avocat. De plus, l'accusé doit avoir le droit de conférer avec son conseil.

Dans de nombreux cas, cependant, l'accusé choisit librement et en connaissance de cause de parler sans qu'un conseil soit présent. Dans de telles situations, le problème le plus difficile surgit quant aux limites jusqu'où les interrogateurs du gouvernement peuvent aller pour essayer d'inciter l'accusé à faire des aveux. Certaines situations sont clairement anti-constitutionnelles en vertu du droit américain. Des menaces physiques et des mensonges flagrants concernant la procédure judiciaire ne peuvent être utilisés par les officiers de l'application des lois. Derrière ces illustrations claires, la pratique devient cependant beaucoup moins claire, lorsque les officiers décrivent les preuves ou font des promesses de traitement clément. Aux Etats-Unis, le droit est toujours en pleine évolution.

Paul Marcus
Haynes Professor of Law
College of William and Mary
Williamsburg
Virginia
USA

BIBLIOGRAPHIE

MARCUS P., *A return to the « Bright Line Rule » of Miranda*, 35 William & Mary Law Revue, 93, 1993.

944 F.2d 284, 287-88); *Collazo vs. Estelle*, 940 F.2d 411, 41-17 (1991) [déclaration d'un officier à l'accusé que sa situation pourrait être pire s'il parlait avec un avocat].

⁴¹ White, *supra* note 36, 43 Duke Law Journal, 988.